

INTRODUCTION

La démocratie locale entre idéologies, identités et pratiques

La démocratie locale est à la mode et internet (ou le numérique en général) est son prophète — après tant d'autres. Mirage, vacuité, contribution indiscutable ? Ce numéro d'*Hermès* se donne pour objet la recherche de moyens théoriques et empiriques pour appréhender le retour d'une question, sa transmutation en idéologie techniciste et son poids dans l'activité politique : il est nécessaire de penser simultanément ce qu'un tel retour cache, ce qu'il ne change pas et ce qu'il rend possible. La difficulté du questionnement sur la démocratie locale tient en effet à ce qu'il doit mêler en permanence trois niveaux de réflexion qui, disjoints, n'apportent que des éclairages tronqués. Le premier de ces niveaux est celui de la mise à distance d'un ensemble d'idéologies impliquées dans la construction d'un local bien souvent mythique. Le second est celui de la mise en évidence de processus identitaires qui constituent le plus souvent des barrières à la formation d'un véritable espace public local. Le troisième et dernier niveau est celui de l'évaluation des pratiques démocratiques.

Idéologies : les mirages du local

La question de la démocratie locale ressemble à celle du serpent de mer qui revient sans cesse sous de nouvelles formes sans que soit jamais apportée la preuve de son existence concrète. Il existe des raisons à ce retour. Le local se prête volontiers au jeu de la production d'utopies démocratiques parce qu'il évoque la proximité, c'est-à-dire l'immédiateté de la communication interpersonnelle ainsi que la petitesse et l'autonomie d'une enceinte idéalement close. La

démocratie locale, avant d'être une réalité est une fausse évidence, celle de la référence à la Cité grecque qui fleurit dans les discours sur le sujet, celle de l'utopie républicaine qui, de Tocqueville à Gambetta, fait de la commune « la cellule de base de la démocratie »¹ et celle du bocal, fermé et autosuffisant. Le modèle conversationnel de face à face imprègne tous les imaginaires qui peuvent se greffer sur elle à partir du moment où ils se donnent pour mot d'ordre la recherche de l'authenticité. Revendication investie de référents souvent contradictoires, sa réactivation dans les discours publics s'effectue depuis quelques années dans un contexte nouveau. L'idéal de démocratie locale a perdu ses accents régionalistes et communautaires des années 1960-1970 (mais l'État n'était jamais loin) pour devenir au cours des années 1980-1990 une préoccupation des villes, des régions, des cantons qui, fortes de leurs nouvelles attributions, ont voulu développer une information institutionnelle, souvent en proie aux démons de la promotion par l'image. Il est porté aujourd'hui par des élus à la recherche d'une nouvelle légitimité face à la montée de l'indifférence et de l'individualisme en politique, dans un mélange de technicisme et de volontarisme économique. Il peut apparaître parfois comme une nouvelle forme de repli identitaire face à ce qui est perçu comme un mouvement de mondialisation qui affaiblirait l'échelon local. Le discours sur l'apport des nouveaux médias au processus démocratique, déjà très affirmé dans les décennies antérieures, triomphe dans la bouche des maires, conforté par le déclin des grands récits et par l'irruption spectaculaire du numérique dans le local. Aller vers le citoyen pour lui proposer des modes directs d'implication et de participation semble être aujourd'hui une des réponses proposées par les élus locaux pour dynamiser le tissu local et se rapprocher du citoyen. Diverses approches sont proposées : sous forme de conseils de quartier, de télé services, de télévisions, de site web etc. De nombreuses collectivités locales se dotent ainsi non seulement de groupes de réflexion sur la participation mais promeuvent également les technologies de la communication comme facteur d'incitation à l'engagement des citoyens dans la vie politique locale.

Dans ce contexte, la paire démocratie-technique ressemble de plus en plus à ces grands couples d'amoureux que l'on dit naturellement faits l'un pour l'autre, ne semblant vivre que d'amour et d'eau fraîche, c'est-à-dire de promesses d'accomplissement commun et de fidélité éternelle : les techniques vont résoudre de fait le problème de l'écart entre la représentation élue et les citoyens. Après la radio, la télévision, la vidéo, la télématique, internet incarne l'espoir que s'instaure une meilleure relation entre représentants et représentés en vertu de la transparence et de l'interactivité généralisée que véhiculeraient les réseaux. Le paradoxe d'une telle situation est que l'on est souvent conduit à parler de démocratie directe (par la puissance du mythe conversationnel) alors que l'on développe généralement des moyens de communication indirecte !

Identités : les spécificités du local

Les mirages du local se dissipent les uns après les autres après examen. La démocratie locale se heurte aux mêmes problèmes que la démocratie nationale (la faiblesse de l'engagement des citoyens par exemple²), mais elle a de surcroît les siens. Loin d'être le lieu d'une communication parfaite, d'une compréhension réciproque et naturelle, le local présente des spécificités qui le rendent particulièrement peu favorable à la formation d'un véritable espace public. Le régime de l'interconnaissance n'est pas nécessairement ou en toutes circonstances le meilleur régime de communication. Il existe par exemple comme une impossibilité d'envisager l'irruption du conflit et sa gestion durable dans des communautés d'interconnaissance. Le local conduit à ce que les auteurs américains nomment un « afghanisme »³, une tendance à préférer parler de ce qui fait problème le plus loin possible, tant dans la population, à l'intérieur du cercle politique que dans les médias d'information, presse locale en tête. Plusieurs explications sont en concurrence sur ce point. Les médias locaux favorisent le consensus parce qu'ils sont partie prenante dans le développement rural ou urbain, parce qu'ils sont tenus par leurs annonceurs ou parce qu'ils sont liés aux intérêts dominants. Les citoyens peuvent rechercher eux aussi le consensus parce qu'il est intégrateur socialement. Le local est si fragile — comme la communication interpersonnelle si dépendante de la fonction phatique — qu'il nécessite un renforcement permanent des liens communautaires, il devient dès lors si puissant qu'il gêne l'expression du pluralisme⁴. La visée identitaire que trahissent les efforts publicitaires des informations municipales et toutes les opérations de promotion régionale sert d'abord la constitution d'une communauté imaginée.

L'autonomie d'un local conçu comme espace isolé de discussion rationnelle est pour une large part un rêve. Le local est tellement imbriqué dans le national et dans le global que son autonomie physique et conceptuelle est loin d'être évidente. L'espace public local, comme les autres, est d'autre part travaillé de l'intérieur par toutes les logiques d'expression alternatives à la logique habermassienne, toutes ces composantes narratives et protestataires quotidiennes à l'œuvre dans le monde du travail, dans le rapport à l'architecture, dans la vie quotidienne, les divertissements, les sports, la littérature, ...qui viennent complexifier la mise en place des procédures de discussion rationnelle⁵.

La liaison trop parfaite entre technique et démocratie ne peut qu'être mise en doute dès que l'on aborde empiriquement les rapports à la représentation politique et aux administrations publiques qui s'instaurent ou semblent s'instaurer avec les nouveaux moyens de communication et la recherche d'une participation accrue des citoyens. Sous couvert de nouvelles technologies on nous vend pour une large part de vieilles lunes, celles d'une société hyper mobilisée, transformée par le coup de baguette magique de la technique⁶. La technique est avant tout une chambre d'enregistrement des projets politiques et non force d'impulsion, elle ne produit pas d'elle-même le politique. La variable de la culture, des identités, intervient ici de façon décisive : est-ce un hasard si les chaînes de télévision locale se sont mieux implantées dans les pays à

structure fédérale que dans un pays centralisé comme la France ?, ou si des techniques de discussion par internet ont rencontré un bon écho à Parthenay, l'une des villes les plus associatives de France ? Par ailleurs, force est de constater que les espoirs de démocratisation ne font généralement pas long feu lorsqu'une opération est lancée, les choses se compliquant dès qu'il s'agit de vivre le quotidien, dès que la publicité entourant cette opération se dissipe, dès que la faiblesse de la participation devient patente. Deux grandes traditions de pensée ont suffisamment souligné les limites de tels espoirs, la tradition marxiste éclairant avant tout la domination des élus et des industries sur les citoyens, et la dépossession qui en résulte (ce sont les élus qui sont le plus souvent gagnants à l'accroissement de la participation en termes de notoriété et de pouvoir⁷), les courants de recherche qui, à la suite des travaux de Robert Dahl, ont évoqué en sciences politiques le poids des élus et des experts dans la prise de décision et la distance des citoyens en termes d'implication et de compréhension. D'autres travaux plus récents consacrés à la « gouvernance », c'est-à-dire à la formation de réseaux de pouvoirs locaux associant par exemple acteurs publics et privés ou élus et experts dans des partenariats réguliers, vont dans le sens du constat d'un rétrécissement des pouvoirs citoyens⁸.

Pratiques : peut-on évaluer l'apport de la technique ?

Mais si, aujourd'hui comme hier, les constats pessimistes ne manquent pas comme autant de contrepoints aux utopies de démocratisation, rien ne permet de conclure à l'absence de véritables efforts qui influent à leur niveau sur le processus politique. Il y a du jeu dans la tenaille des discours apologétiques et des discours dénonciateurs, rendu possible par de multiples phénomènes. Les intérêts économiques locaux maîtrisent moins que par le passé l'information locale, la constitution d'empires de presse ayant modifié la propriété des quotidiens et rendu les éditeurs beaucoup moins dépendants du besoin de consolider leurs positions au sein des réseaux locaux de pouvoir⁹. La thématique de la participation citoyenne, qui revient avec force aujourd'hui, n'est pas qu'un instrument dans les mains des élus mais une timide tentative des institutions d'ouvrir le jeu (attestée en France ou en Italie par exemple par de récentes lois sur l'information et la consultation)¹⁰. La « gouvernance » ne supprime pas le rapport des citoyens aux élus, la possibilité d'expression de conflits qui peuvent d'ailleurs s'exprimer à la frontière de l'espace public officiel et de l'espace de vie ordinaire. L'expression citoyenne prend rarement la forme de mouvements collectifs mais elle est soutenue par des exigences particularistes extrêmement fortes (les fantasmes d'interactivité liés à internet n'étant pas ici dénués de sens).

Contre l'imaginaire des ruptures et contre le pessimisme imperturbable, il s'agit à la fois de privilégier la continuité d'une réflexion sur la démocratie locale et d'explorer les voies pratiques qui y mènent. Si le discours sur le local et la technique renvoie à des idéologies (souvent au bénéfice des élus et de leur politique de communication), il n'est pas possible de réduire le

problème à un débat sur ces idéologies ni même à un débat abstrait sur les principes de la démocratie qui ne serait de tout façon jamais atteinte dans le local. Il faut aussi s'interroger sur les techniques et les procédures effectives employées, les jauger, les évaluer empiriquement : journal local, affichages, émissions de télévision, comités de quartier, référendum, sites internet, etc¹¹. De ce point de vue, tout ou presque devrait pouvoir faire l'objet d'une évaluation. Nous sommes loin du « anything goes » mais le principe méthodologique du « everything matters » peut être suggéré, de l'analyse d'expériences participatives directes à celle d'expériences électroniques plus indirectes. Les médiations supplémentaires, en particulier lointaines, sont parfois des obstacles à la communication interpersonnelle mais elles peuvent également la nourrir, la compléter, la suppléer. La démocratie dans le local comme dans le national a besoin de médiations techniques.

Le texte de Christopher Arterton qui ouvre ce numéro doit être considéré ici comme emblématique. *Teledemocracy*, dont est extrait cet article, présentait au milieu des années 1980 le bilan d'une recherche empirique de longue haleine couvrant une très large gamme d'expériences américaines de démocratie assistée par ordinateur, vidéo, câble, etc., présentées alors comme révolutionnaires. Son évocation suffit tout d'abord à relativiser la nouveauté des vagues actuelles de télé ou de net démocratie¹². Elle permet ensuite de revenir sur une démarche qui présentait l'avantage d'être dépourvue de naïveté tant sur la pureté des intentions des organisateurs de projets de démocratie électronique que sur celle des chercheurs eux-mêmes, souvent guidés dans leur critique par une conception de la démocratie qu'ils n'avouent pas mais qui conditionne les résultats de leurs recherches. Il existe une tension dans la définition de la démocratie, y compris parmi ceux qui revendiquent son extension, entre les partisans d'une démocratie directe, unanime ou plébiscitaire qui espèrent que la technique la réalisera (comme Benjamin Barber), et ceux d'une démocratie dialogique, qui pensent que la représentation ne peut être abolie mais doit s'accompagner d'une participation des citoyens dans un processus de discussion conflictuelle et de prise de décision. Le problème n'est pas de choisir a priori entre ces deux conceptions mais d'accorder la parole au terrain. Ce dernier est évidemment toujours construit mais il est possible de proposer des critères simples et relativement neutres d'évaluation des expériences à travers la modélisation d'une notion aussi complexe que celle de participation : dans quelle mesure une expérience accroît-elle l'accès potentiel puis l'accès effectif à l'arène politique ?, quel impact la participation a-t-elle sur les prises de décision ?, qui contrôle l'agenda politique ? Arterton penche en faveur de procédures de dialogues entre représentants et citoyens en rejetant l'idéal de la mobilisation permanente parce que les résultats qu'il a obtenus l'incitent à le faire : les procédures de participation massive et continue sont les plus ambitieuses mais elles sont aussi les plus décevantes. Il se réclame d'un pragmatisme politique et scientifique en acceptant l'apport somme toute modeste de la technique, sans la sacraliser, sans en espérer un miracle, les buts et les valeurs prônés conditionnant beaucoup plus les résultats que les techniques employées.

Le paysage français quoique différent du paysage américain est traversé des mêmes grands enjeux. Dans la première partie de ce numéro, Isabelle Pailliaré évoque l'évolution de l'information municipale dans notre pays et la succession de mythes communicationnels dans le local. Le retour actuel des utopies n'est pas stérile car il s'inscrit dans un double mouvement novateur qui vise à la fois à prendre en compte une plus grande exigence d'expression et de transparence formulée par les habitants et à réactiver le lien politique qui unit la population locale à un territoire et à ses représentants. L'appréciation des résultats concrets de la démocratie électronique hésite entre la thèse du renforcement des pouvoirs des élus et celle de la prise en compte des attentes des citoyens qui réclament un approfondissement de la démocratie. Ce dilemme revient dans la plupart des contributions de la seconde partie qui passent au crible d'exemples français le rôle des médias de masse dans la démocratie municipale. L'expérience de conseil municipal interactif menée à Issy-les-Moulineaux depuis 1997 illustre de façon exemplaire les ambivalences de la télé démocratie. Éric Maigret et Laurence Monnoyer ont observé dans cette ville moyenne, renommée en raison de son implication dans les nouvelles technologies, la mise en place d'un service semi-informatif semi-participatif que l'on peut décrire en utilisant les registres de la célébration (la télévision comme nouvelle agora ?) ou de la critique la plus acerbe (télé Monsieur le Maire ?). Une enquête qui accorde aux individus la possibilité d'interagir avec les techniques et non seulement de les subir ou d'être sublimés par elles, permet d'aboutir à des conclusions à la fois plus précises et plus nuancées, la variable décisive étant contre toute attente celle de l'intervention de l'opposition dans l'espace médiatique. L'expérience peut alors être évaluée, une fois dégagée de sa gangue utopiste, comme une expérience encourageante en terme d'accès, assez réussie en terme de transparence (elle permet la monstration du conflit politique), très limitée en terme de participation effective, sans impact net sur les prises de décisions et sur l'agenda politique. Tout est affaire de circonstances et de volonté puisque dans un autre contexte, la télévision locale d'Angers apparaît au contraire constituer une bonne illustration selon Philippe Le Guern et Pierre Leroux des faibles marges de manœuvre dont disposent le journalisme local et les citoyens dans leur relation au pouvoir, celui-ci n'ayant pas besoin d'exercer de contrôle pour être entendu et défendu. Il est à noter ici que le média joue comme un filtre mais qu'il n'est pas responsable en soi de l'atonie de l'espace politique que l'on pourrait par exemple imputer à l'absence de prise de parole de l'opposition ou à la traditionnelle recherche du consensus local. Le bulletin municipal, analysé par Christian Le Bart, remplit aussi la plupart du temps une fonction identitaire et publicitaire bien plus qu'une fonction politique au sens fort du terme sans que cela ne provoque de mécontentement. Le rôle de ce type de publication mais aussi de l'ensemble de la presse locale, *a priori* libre d'exercer un jugement, en réalité très peu encline à le faire, ne peut être jugé unidimensionnellement comme si la démocratie était une affaire simple. Jacques Le Bohec enregistre la variabilité des définitions de la démocratie en affinant l'opposition entre les deux grands types évoqués plus haut, en fonction du degré de conflictualité ou de consensus que chaque théorie assigne au journalisme. Conclure à la passivité ou à la docilité des journalistes serait conclure un peu vite quand il n'y a souvent que

précaution ou préservation réciproque : l'espace public local n'est pas impossible mais pas non plus toujours souhaitable, il y a balancement entre expression des différends et sentiment d'appartenance collective.

Internet, au-delà de l'incantation

Internet, au cœur de la troisième partie, s'introduit dans cet espace public en favorisant de nouvelles logiques de réseaux qui peuvent donner l'espoir de lendemains meilleurs¹³. Mais l'invention d'une démocratie électronique qui abattrait miraculeusement les barrières sociales et culturelles pour favoriser une participation universelle reste bien illusoire. L'idéologie de la connexion autorégulée de tous avec tous qui domine encore dans l'imaginaire occidental peut inciter à la mise en œuvre d'expériences novatrices sans changer fondamentalement les choses remarque Dominique Boullier qui appelle à la constitution d'une véritable Net-politique, c'est-à-dire à la production d'un espace numérique de décision et de représentation politique qui ne soit pas seulement la duplication sur le web des informations préexistantes. Les supports de l'espace public changent, en effet, mais les cartes ne sont souvent battues que pour obtenir les mêmes données. Pour le moment il faut d'abord constater que la « citoyenneté numérique » demeure très réduite comme le montre Gérard Loiseau au moyen d'une photographie détaillée du paysage des sites web municipaux français qui ne révèle que des bribes de démocratisation. De cette photographie ainsi que du panorama européen effectué par Roza Tsagarousianou, il ressort surtout que le territoire ne s'efface pas au profit d'un global indifférencié : les villes numériques, souvent vues comme des portes d'accès à l'universel, sont en fait clairement des constructions culturelles, locales ou nationales, pour le moment essentiellement publicitaires. La recherche sur internet suit ainsi le chemin d'une critique des idéologies impliquées dans les expériences en cours puis d'un relevé des identités investies¹⁴. Le passage à l'étude de la dynamique concrète des pratiques, cas par cas, pourrait maintenant servir l'évaluation des expériences menées dans des villes réputées innovatrices telles que Parthenay ou Bologne. Elle est initiée par Thierry Vedel qui reprend les critères de Christopher Arterton pour les appliquer au fonctionnement des villes numériques, l'objectif étant de montrer que la logique de développement des usages liés à internet s'ajoute aux logiques d'usage antérieures et ne fait pas que s'y substituer¹⁵.

Du local au territoire, de la médiation au face à face

La question de l'inscription territoriale, on l'aura compris, est surtout pensée ici à rebours des prophéties faisant d'internet, par accès de déterminisme technique, la source d'une nouvelle

citoyenneté mondiale. Sous les techniques, il y a les relations humaines, cette toile de fond des rapports hommes-machines trop souvent négligée dans les études en communication. Mais à souligner la permanence des identités on peut être conduit à rigidifier ces dernières alors que la perspective la plus intéressante consiste plutôt à les envisager comme des éléments en mouvement, comme une dynamique que l'on prête habituellement bien peu au local. À ce local immobile ou immobilisé, véritable pendule arrêtée, Robert Boure et Alain Lefebvre opposent le concept de territoire dont ils retracent dans la quatrième partie l'histoire. Alors que le local renvoyait souvent, nous l'avons vu, à l'image du local et relayait des mythes militants ou bureaucratiques, celui de territoire rend compte « des rapports sociaux dans la diversité de leur inscription spatiale, des formes particulières de sociabilité et de solidarité, des pratiques sociales, ainsi que des multiples dimensions du quotidien dans un contexte de proximité ». Le territoire est le point d'interaction de multiples logiques et non une logique à lui tout seul, il est ouvert et non fermé, il se définit par sa référence au national et par son intrication dans le global. Le problème est donc de développer une approche non déterministe. Nous ne sommes pas loin de la revendication d'une problématique constructiviste effectuée par Monique Fourdin et Jean-Baptiste Poinclou dans un article consacré à la mise en place de l'intercommunalité française et de sa communication. Le problème est aussi - et c'est au fond la question de la « glocalisation » dans le vocabulaire de Roland Robertson¹⁶ — de saisir les échelons impliqués à chaque fois dans un espace géographique et médiatique donné. Les télévisions locales peuvent ici servir d'exemples, tout comme les médias réunionnais dans leur ensemble dont Jacky Simonin montre bien l'importance dans la production d'un espace public inséparablement communautaire et sociétaire, imbriquant les appartenances régionales, françaises et européennes.

Le glissement d'une conception fixiste à une conception dynamique du local est un enjeu de premier ordre puisqu'il permet d'imaginer le déficit de démocratie reproché au phénomène de mondialisation des techniques et des économies sous un autre angle que celui d'une malédiction éternelle. Un local polymorphe, intégrant les dimensions nationales et supranationales, laisse augurer de nouvelles formes de citoyenneté à l'échelle du monde, ne s'imposant pas à un local écrasé ou gommé. Les deux expériences de participation directe étudiées dans la dernière partie le confirment d'une certaine façon, qui évoquent la vigueur de la revendication par le bas. Elles rappellent, si possible avec ironie dans un numéro centré sur les médiations techniques, que la question de la démocratie locale ne se résume pas à celle des médias : l'espace télévisuel et le cyberspace prolongent ou complètent l'interaction de face à face sans la remplacer¹⁷. Malgré leurs différences, elles témoignent d'un réel intérêt pour l'ouverture de la boîte noire de la décision politique locale - intérêt que l'on ne peut assimiler à une simple volonté de manipulation ou de publicité institutionnelle. Elles posent aussi deux questions fondamentales, significatives d'un changement de perspective à l'égard de l'idéal d'une participation de tous : celle de l'organisation de la prise de parole, celle de la justice dans un système de représentation toujours injuste même s'il se veut « populaire ». Dans ses dimensions directes comme médiatiques la démocratie locale début de siècle a des accents pragmatiques. L'expérience de budget partici-

patif menée à Porto Alegre (Brésil), évoquée par Anne Querrien, a été lancée par un parti d'extrême gauche que l'on pourrait croire désireux de subvertir la démocratie de représentation, mais elle renvoie plus à l'élaboration d'une technique participative, donc au problème de l'ouverture contrôlée des instances de décision, à la canalisation de la participation populaire, qu'à l'idéal en acte d'une prise de pouvoir massive par le peuple. Les conseils de quartiers parisiens étudiés par Loïc Blondiaux sont des dispositifs d'interpellation très particuliers, répondant à une situation d'absence de pouvoir municipal. Ils fournissent un bon exemple de l'interpénétration des espaces publics officiel (« politique ») et ordinaire (celui des doléances privées). Leur fonctionnement est marqué par l'existence d'asymétries d'influence entre les participants qui conduisent l'auteur à s'interroger sur les contradictions des mécanismes de délibération, achevant de démontrer, à mon sens, que la démocratie n'est pas une affaire de supériorité de la participation directe sur la médiation technique, ou inversement, mais de circulation entre les deux.

NOTES

1. Voir MABILEAU A., « Le local comme phénomène de société. 2. Le local et ses représentations », *Sciences de la société*, n° 48, octobre 1999, p. 197-219.
2. A la notion de faiblesse on pourrait en fait substituer celle de multiplicité des formes de l'engagement politique (PERRINEAU, P. (dir.), *L'engagement politique, déclin ou mutation ?*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1994).
3. LEMERT, J. B., *Criticizing the Media*, Sage, 1989.
4. L'éviction de la contestation et de la contradiction se paie alors par le déclin du lectorat et la désaffection des urnes, comme le note Jean-François Tétu (TÉTU, J.-F., « L'espace public local et ses médiations », *Hermès*, 17-18, 287-298, 1995).
5. Les logiques « ordinaires », privées ou semi-privées, de l'espace public local n'ont pas encore fait l'objet de recherches équivalentes à celles de l'espace public national, même si celui-ci est de plus en plus conçu comme émiétté, indistinctement local et national (BASTIEN, F., NEVEU, E., (dir.), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Presses Universitaires de Rennes, 1999) — les TIC étant souvent perçues comme favorisant cette indistinction (CHAMBAT, P., « Espace public, espace privé : le rôle de la médiation technique », in PAILLIART, I. (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication*, Ellug, 1995).
6. WOLTON, D., *Internet et après ? Une théorie critique des nouveaux médias*, Flammarion, 1999.
7. Suivant les constats d'Isabelle Paillart : PAILLIART, I. (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication*, Grenoble, Ellug, 1995, PAILLIART, I., « Démocratie locale et nouvelles technologies de l'information et de la communication », *Pouvoirs*, 73, 1995.
8. Voir BALME, R., FAURE, A. et MABILEAU, A. (dir.), *Les nouvelles politiques locales. Dynamiques de l'action publique*, Presses de Sciences Po, 1999, LE GALES, P. et BAGNASCO, A. (dir.), *Villes en Europe, sociétés locales et acteurs*, La

- Découverte, 1997, *Revue française de sciences politiques*, 45/1, février 1995, *Les annales de la recherche urbaine*, « Gouvernances », 80-81, 1998.
9. Ce constat américain (KANISS, P., *Making Local News*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991) est pour partie applicable à la France.
 10. Ce mouvement est étudié dans BLONDIAUX, LOÏC et al., (dir.), *La démocratie Locale. Représentation, participation et espace public*, PUF, 1999.
 11. Ce qui est vrai pour la technique de référendum ou de sondage (*Le Débat*, « Techniques de la démocratie », 96, 1997) l'est aussi pour les techniques électroniques de participation.
 12. Dans la même optique : ABRAMSON, J.-B., ARTERTON, F.-C. et ORREN, G.-R., *The Electronic Commonwealth. The impact of new media technologies on democratic politics*, Basic Books, New York, 1988.
 13. Un panorama de l'internet est donné dans CAPUL, J.-Y. (dir.), « L'internet », *Cahiers français*, 295, La Documentation française, 2000.
 14. La production des villes numériques est étudiée par exemple dans TSAGAROUSIANOU, R. (dir.), *Cyberdemocracy*, Londres, Routledge, 1998, LOBET-MARIS, C. et VAN BASTELAER, B., « Regards sur la construction sociale des villes virtuelles », D'IRIBARNE, A., GADILLE, M. et EVENO, E., « Les politiques locales en faveur de l'internet », in *Actes du 2^e colloque international sur les usages et services des télécommunications à l'heure d'internet*, Bordeaux - Arcachon, 1999. A noter les recherches menées dans le cadre du projet *Virtual Society* dirigé par Steve Woolgar, www.brunel.ac.uk/research/virtsoc
 15. MASSIT-FOLLEA, F., « La démocratie électronique : mise en perspective », in MOUCHON, J., MASSIT-FOLLEA, F. (dir.), *Information et démocratie*, ENS éditions, 1997.
 16. ROBERTSON, R., « Globalization or Glocalization ? », *The Journal of International Communication*, 1/1, 33-52, 1994.
 17. Peter Dahlgren rappelle que la démocratie n'est pas une question de « ou » mais de « et », participation directe et médiation technique, action politique et vie privée (DAHLGREN, P., *Television and the public sphere*, Sage, Londres, 1995).